



Le prix de la guerre, le coût de la paix



Pourquoi SAW-B s'intéresse à la question de l'armement ?

Ce sujet nous concerne toutes et tous. Il est bien sûr question de notre sécurité, mais c'est aussi une question de choix politique et budgétaire qui impacte l'économie sociale et l'ensemble de ses bénéficiaires.

Dans l'économie sociale aussi, le sujet est présent et crisper... Car quelques entreprises de l'ES y participent. Bien qu'étant sous-traitantes et n'étant certainement pas liées à ce jeu d'influence (ce qui constituerait le dépassement d'une ligne rouge selon nous), nous pensons que ce sujet doit pouvoir être débattu en interne. En espérant que cette lecture leur apportera des réflexions supplémentaires.

Eisenhower avait vu juste sur ce point. Dans son ultime allocution présidentielle, prononcée quelques jours avant l'investiture de John F. Kennedy, il mettait en garde sur le complexe militaro-industriel.

"Dans les assemblées du gouvernement, nous devons [...] nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques. Nous ne devrions jamais rien prendre pour argent comptant. Seule une communauté de citoyens prompts à la réaction et bien informés pourra imposer un véritable entrelacement de l'énorme machinerie industrielle et militaire de la défense avec nos méthodes et nos buts pacifiques, de telle sorte que sécurité et liberté puissent prospérer ensemble"¹. Dwight D. Eisenhower

Ce discours a fait date, au point d'ancrer dans le langage courant l'expression «complexe militaro-industriel», qui désigne le réseau d'intérêts croisés entre l'industrie de l'armement, les forces armées et les décideurs publics, ainsi que les mécanismes d'influence (notamment le lobbying) visant à orienter les politiques publiques. Mais ce terme tend à minimiser le rôle actif de l'État lui-même et du secteur public dans cet enchevêtrement. C'est pourtant une relation tripartite dans laquelle chacun est impliqué.

En 2025, alors qu'un nouveau sommet de l'OTAN s'est ouvert fin juin pour discuter d'une augmentation significative des budgets militaires, les paroles d'Eisenhower résonnent avec une acuité renouvelée. Sous la pression américaine, l'Alliance a voté pour que chaque État membre consacre 5 % de son PIB à la défense : 3,5 % pour des dépenses militaires directes, et 1,5 % pour des dépenses de sécurité. En 2023, la Belgique ne

consacrait que 1,13 % à la défense, loin du seuil cible de 2 %¹. Les membres du gouvernement ont accepté ce principe de 5%, même si la manière de trouver comment les payer reste un sujet non tranché.

Dans ce contexte, les citoyen·nes belges sont invités à constituer des kits de survie² et à conserver des liquidités à domicile³. La question de l'armement n'est plus un sujet périphérique. Elle est au cœur du débat public, notamment depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 et plus encore depuis le retour de Donald Trump à la présidence américaine début 2025.

Des chiffres, mais pas de débat

La maxime *Si vis pacem, para bellum* — « Si tu veux la paix, prépare la guerre » — est souvent invoquée comme une vérité éternelle. Même Eisenhower, tout en alertant sur les dérives du militarisme, valorisait l'arsenal militaire comme rempart contre les conflits. Plus de soixante ans plus tard, ce réflexe perdure. Mais on continue à éluder les questions essentielles : quelle guerre ? Contre qui ? Pourquoi ? Au nom de quoi ? Quels types d'armements ? À acheter à qui ? Et avec quels moyens ? La guerre est toujours une question de domination et les armes ont toujours un pouvoir de destruction. C'est un minimum de savoir de quoi on parle.

Les acteurs⁴ du secteur se pressent dans les salons de l'armement⁵, enthousiastes face à la perspective d'un réarmement massif. D'autres ou les mêmes y voient une opportunité économique : relance de la croissance, création d'emplois⁶, développement industriel. L'industrie de l'armement elle-même, bien sûr, s'en félicite⁷.

Face à ce consensus implicite, la citation de Jean Jaurès, homme politique français qui a consacré les dernières années de sa vie à lutter contre le déclenchement de la Première Guerre mondiale, revient en mémoire : "*Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage*". Réarmer n'est jamais neutre : c'est un choix économique autant que politique. Et ce lien entre capitalisme et guerre, qu'évoquait Jaurès, reste étonnamment absent du débat actuel. On parle budgets, équipements, conscription... mais jamais des objectifs ni des conséquences. De quoi interroger l'engouement de certains pour la guerre !

L'Europe s'engage dans une dépendance industrielle envers les Etats-Unis⁸ pour s'émanciper de la tutelle militaire de ces derniers. Par ailleurs, Trump semble s'engager dans une politique moins interventionniste et davantage protectionniste, mais ses volte-face permanents incitent à la prudence, d'autant que ses attermolements géopolitiques sont le fruit d'un mélange entre les intérêts des USA et ses intérêts personnels. Les populations semblent bien être la dernière de ses préoccupations.

Une course à l'armement, mais pour quoi ?

Augmenter le budget militaire implique forcément de trouver des financements. L'Union européenne semble prête à assouplir, temporairement, ses règles budgétaires pour permettre ces dépenses. Mais pourquoi cet effort est-il acceptable pour l'armement et pas pour le social ou l'écologie ? À terme, cet argent devra bien

être trouvé : soit il existe et pourrait donc servir à d'autres priorités, soit il sera pris ailleurs — dans les budgets de la justice, de la santé, de la culture — ou par une hausse de la fiscalité.

Tout cela pour des armes, souvent fabriquées aux États-Unis, dont nous ne savons ni le type, ni l'usage, ni l'ennemi qu'elles viseraient. Quelles guerres préparent les gouvernements ou l'OTAN ? À quelles guerres nous préparent-ils ?

Contre qui ? Contre quoi ?

Même en acceptant le principe d'un réarmement, encore faudrait-il déterminer la nature de la menace. Si l'adversaire était la Russie, parlons-nous d'une guerre sur le sol belge ? D'une attaque contre un pays membre de l'OTAN ? Les bases même de l'OTAN sont remises en cause, notamment par les États-Unis. Ne faut-il pas aborder la fiabilité de l'OTAN avant de respecter les consignes d'engagement budgétaires ? L'Union européenne réagirait-elle collectivement ou chaque pays individuellement ? Selon les cas, les stratégies et les armements à privilégier changent du tout au tout.

Les conflits contemporains ne se limitent plus à des combats armés : ils prennent la forme de cyberattaques, de propagande, de désinformation, de corruption⁹. Il y a quelques mois, la Région wallonne a été paralysée par une cyberattaque alors que le poste de responsable de la sécurité IT était vacant¹⁰. Pourquoi n'investit-on pas là où les menaces sont déjà réelles ?

Dans le même temps, des élus belges sont soupçonnés de collusion avec des puissances étrangères — Russie, Chine, Qatar, Maroc... En 2025, l'index de perception de la corruption, établi par l'ONG Transparency International accorde une cote de 69 à la Belgique (zéro représentant le taux de corruption le plus élevé). Il y a dix ans, ce taux était de 77¹¹.

Qui protège réellement l'État et ses citoyen·nes ? Et de quoi ?

Le prix de la paix

Les dépenses militaires explosent, alors que les budgets pour construire la paix s'effondrent. La coopération au développement, la lutte contre les inégalités ou le dérèglement climatique — pourtant causes majeures de conflits — sont reléguées à l'arrière-plan, perçues comme coûteuses, inefficaces, voire inutiles.

Décrédibiliser la paix et préparer les esprits à la guerre

Le discours pacifiste est caricaturé, assimilé à de la naïveté. Pourtant, comme l'écrit la philosophe Déborah Brosteaux dans son texte « Le refus de la guerre n'est pas un déni de la guerre »¹², il est possible de dénoncer

la logique belliciste tout en affirmant la légitimité des luttes d'autodéfense, notamment celle du peuple ukrainien. *"Dans une perspective sincèrement anti-impérialiste, nous sommes néanmoins confronté-es à une difficulté réelle et profonde : la difficulté de se dire avec les Ukrainiens et à appuyer la légitimité de leurs demandes de soutien, sans être en retour happés dans les logiques bellicistes. La difficulté vient du fait que, dans les manières dont nos États, l'OTAN et l'UE répondent à l'appel, nous avons toutes les raisons d'être défiant-es. La complaisance vis-à-vis de la guerre coloniale d'Israël montre suffisamment que l'enjeu premier n'est pas la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous ne manquons pas de telles démonstrations. Nous avons également raison lorsque nous affirmons que le militarisme ne contribuera pas, n'a jamais contribué à rendre possible un monde plus sûr. Et nous avons raison d'être effrayé-es, et en état d'alerte, devant la facilité avec laquelle il nous est présenté comme l'unique réponse valable."*

Elle reprend une phrase de Thomas Hobbes, qui, comme Jaurès, fait un comparatif avec la pluie : *"Ce n'est pas parce qu'il fait pluvieux qu'il pleut"*. En effet, ce n'est pas parce que les tensions géopolitiques sont fortes que la guerre est déclarée ni même qu'elle aura lieu. Tout en ajoutant : *"Dans ces préparatifs nous voyons, à juste titre, un rapprochement de la guerre. Il serait absurde de croire que l'inverse n'est pas vrai également, que les campagnes européennes de recrutement militaire, l'augmentation des budgets de la défense, l'inflation du vocabulaire belliciste parmi nos dirigeants ne sont pas perçues en retour, par leurs adversaires, comme le signe que la tension monte, et qu'il faut dès lors se préparer davantage. Ce sont les engrenages de l'escalade militaire"*.

Noam Chomsky a dit : *"Si vous voulez que les gens soutiennent une guerre, vous devez d'abord les effrayer"*. Et c'est bien ce dont il est question aujourd'hui. Il ne s'agit pas de faire face à une guerre, mais de nous pousser à croire qu'elle est imminente. De nous préparer à elle, de nous faire peur, de nous inciter à accepter des sacrifices au nom d'une possible future guerre. Tout cela se passe presque toujours dans un contexte où des gouvernements veulent détourner l'attention des problèmes réels. La guerre en Crimée en 2014 ou en Ukraine en 2022, l'invasion au Koweït par l'Irak, la guerre du Golfe, l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, les attaques israéliennes en juin 2025 sur l'Iran... Chacune de ces guerres se produit quand des gouvernements sont affaiblis dans leur politique intérieure. Le rassemblement derrière un ennemi commun est un puissant élément fédérateur.

"Chaque fusil fabriqué, chaque navire de guerre lancé, chaque roquette tirée signifie en un sens un vol aux dépens de ceux qui ont faim et ne sont pas nourris" (Dwight D. Eisenhower)

Pendant le temps que nous échangeons sur l'armement, la défense, de quoi nous ne parlons pas ? De quoi nos gouvernants veulent-ils que nous ne discussions pas ? Ce sont des questions qu'il faut toujours se poser quand un gouvernement choisit d'axer ses discours sur la guerre et l'armement.

Sur cette base, on ne peut qu'affirmer que refuser la guerre, c'est agir pour la paix. Cela ne signifie pas ignorer les menaces ni être naïf, mais refuser qu'on nous enferme dans une seule réponse possible. Aujourd'hui, ce n'est ni la guerre ni la paix qui sont à l'ordre du jour, mais une course à l'armement.

Ne pas être naïf, c'est aussi envisager des situations où une intervention militaire et/ou armée se justifierait.

Admettons qu'un État commette un génocide. Le droit international impose une réaction. Après négociation, sanctions et isolement diplomatique, une force d'interposition, comme les Casques bleus, est envoyée pour protéger les populations. Ils doivent être armés et formés — mais pour une mission de paix, pas de guerre. Cela nécessite un autre type d'équipement, d'encadrement, de stratégie et une évaluation pertinente et sérieuse des interventions précédentes.

De manière générale, où sont les moyens, la formation, l'anticipation ? Où est la stratégie pour penser le maintien de la paix, pour réfléchir à l'intervention... Face à des violences armées, la réponse militaire n'est pas nécessairement la bonne. Dans ces moments-là, il est nécessaire d'avoir une politique réfléchie qui implique aussi et avant tout un travail en amont en matière de désescalade, de diplomatie, de prévention...

Des propositions

Nous avons relevé dans ce texte **sept constats qui favorisent l'escalade guerrière** et la course à l'armement :

1. Le complexe militaro-industriel, dénoncé par Eisenhower, est plus puissant que jamais.
2. L'Europe reste structurellement dépendante des États-Unis pour son armement.
3. Le dogme *Si vis pacem, para bellum* entretient une spirale de tensions.
4. Les débats actuels se concentrent sur les chiffres, pas sur les finalités.
5. Le droit des peuples à l'autodétermination est appliqué de manière sélective.
6. Les investissements pour la paix sont dérisoires en comparaison et en diminution constante, voire totalement oubliés.
7. La guerre est toujours une manœuvre de diversion.

Pour changer de cap, en se basant sur les constats posés, on peut proposer **quelques idées**. Elles peuvent être considérées comme iconoclastes, naïves ou utopistes, mais la paix est toujours basée sur une utopie.

- Renforcer les politiques de désarmement. Le Traité de non-prolifération nucléaire est le plus connu, mais il en existe d'autres comme celui sur les mines antipersonnel. Mais ils sont peu nombreux et ne s'attaquent pas non plus au déploiement militaire de ces dernières décennies sur les drones par exemple, la militarisation de l'espace ou les robots-tueurs. Or, ce sont les seules approches qui ont favorisé des désescalades, surtout pendant la guerre froide. En plus des organismes publics comme l'ONU ou l'Agence internationale de l'énergie atomique, des ONG et des groupes de réflexion mènent

des recherches et proposent des plans de désarmement et de travail sur la paix comme le SIPRI¹³ à Stockholm ou le GRIP¹⁴ à Bruxelles.

- La Belgique, isolément, est fragile et elle ne peut construire la paix seule. Toute réflexion doit se faire, au minimum, dans un cadre européen et basée sur une logique de désarmement et de paix. Cela ne se fera pas du jour au lendemain et toute réflexion en termes d'armement minimum doit être pensée à un niveau européen. Sans une approche concertée, les pays européens continueront à subir les diktats américains et s'affaibliront individuellement et collectivement dans la construction de processus de paix durable.
- Refuser une course à l'armement, toujours motivée par des intérêts économiques ou géopolitiques privés. Cela passe tout d'abord par un contrôle plus serré de l'industrie de l'armement. Par exemple, les législations sur le contrôle des ventes d'armes ne sont pas toujours appliquées (comme on le voit sur le transit par la Belgique d'armes à destination d'Israël). Il importe d'ailleurs de revoir le cadre réglementaire actuel qui ne remplit pas son rôle¹⁵. Ces lois doivent, comme nous l'avons dit, se penser à un niveau européen, seul en mesure de renforcer la posture diplomatique européenne.
- Réduire l'influence du complexe militaro-industriel en limitant sa logique lucrative. Par exemple, la plus importante industrie de l'armement en Belgique est entre les mains de la Région wallonne, la FN. Les dimensions publiques de cette entreprise sont une approche intéressante mais il faut aller au bout de la logique et ne pas envisager cette entreprise comme un moyen de percevoir des dividendes. Elle devrait également être au service d'une stratégie concertée d'armement, mais, surtout, de diplomatie et de réduction des conflits pensée dans un cadre précis de géopolitique à un niveau européen.
- Intégrer les États, des citoyen·nes reconnu·es pour leur expertise sur les questions de paix, de désarmement, de géopolitique et de désescalade, des associations spécialistes de ces sujets dans les organes de décision des entreprises d'armement et dans les organes de régulation de l'industrie de l'armement. À l'image de ce qu'on peut trouver dans de nombreux organismes publics ou parapublics, les gouvernements pourraient favoriser l'intégration d'autres acteurs dans les organes d'administration.
- Appliquer le droit international et les droits de l'Homme de façon cohérente, sans double standard (où les droits de certaines populations sont plus importants que ceux d'autres).
- Ouvrir un débat citoyen réel, incluant les associations, sur les politiques de défense.
- Financer massivement la paix, la prévention, la diplomatie — y compris via les bénéfices encadrés du secteur de l'armement.

Ce n'est qu'en remplissant entre autres ces conditions que l'on pourra, de manière responsable et démocratique, envisager un effort de défense — sans basculer dans une logique de militarisation aveugle.

Conseil de lecture

[Pourquoi la guerre ?](#) et [Comment la paix ?](#) Deux articles de Jean-François Bayart

Bibliographie

¹ Source : "5% du PIB : voici le budget militaire demandé par l'OTAN d'ici 2032", 14 juin 2025 par la rédaction d'Armées.com, Armées.com, <https://armees.com/5-du-pib-voici-le-budget-militaire-demande-par-lotan-dici-2032/> consulté le 17 juin 2025.

² Kit de Survie présenté par Hadja Lahbib, commissaire européenne <https://www.sudinfo.be/videos/a-la-une/hadja-lahbib-presente-le-kit-de-survie-europeen?param01=xz8zqrk¶m02=01515498¶m03=54>

³ Faut-il garder de l'argent à domicile ? Faut-il garder une somme d'argent à domicile ? <https://www.rtl.be/actu/belgique/economie/plusieurs-pays-appellent-garder-de-largent-liquide-la-maison-face-la-menace/2024-12-12/article/731734>

⁴ L'usage du masculin est volontairement choisi car il est presque toujours question d'hommes dans ces débats.

⁵ Comme Theo Francken, ministre de la Défense, en visite au salon du Bourget <https://www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/2025/06/18/theo-francken-avec-les-frappes-disrael-en-iran-on-voit-que-le-f-35-est-largement-superieur-aux-autres-avions-YNCLYO2LGFHMLJ6CDFJTVXB454/>

⁶ Le PS veut un plan wallon pour l'armement <https://www.sudinfo.be/id972354/article/2025-03-24/le-ps-wallon-veut-un-plan-regional-de-defense-pour-rearmer-leurope-la-wallonie>

⁷ Situation de l'industrie de l'armement en Belgique <https://www.rtbef.be/article/quelles-sont-les-industries-qui-contribuent-a-la-defense-en-belgique-le-point-sur-nos-atouts-et-nos-perspectives-11523885>

⁸ Lire à ce sujet <https://www.rtbef.be/article/f-35-une-dependance-americaine-qui-inquiete-l-europe-11519200>

⁹ Le centre national de crise a relevé 29 risques clés qui pèsent sur la Belgique <https://www.rtbef.be/article/29-risques-cles-pesent-sur-la-belgique-selon-le-nouveau-rapport-du-centre-national-de-crise-11454688>

¹⁰ Lire les échanges au Parlement wallon sur cette cyberattaque <https://www.lavenir.net/actu/belgique/politique/2025/05/12/intrusion-informatique-au-spw-les-economies-ne-seferont-jamais-au-detriment-de-la-cybersecurite-soutient-jacqueline-galant-N3LDUQ5QKJCZREPIVM7A7YCG4E/>

¹¹ Source : Transparency international <https://transparencybelgium.be/en/lindice-de-perception-de-la-corruption-ipc-de-la-belgique-est-publie/>

¹² Déborah Brosteaux, "Le refus de la guerre n'est pas un déni de la guerre", AOC, 5 juin 2025 <https://aoc.media/analyse/2025/06/05/le-refus-de-la-guerre-nest-pas-un-deni-de-guerre/>

¹³ <https://www.sipri.org/>

¹⁴ <https://www.grip.org/>

¹⁵ <https://www.liguedh.be/carte-blanche-exportation-darmes-wallonnes-il-faut-reformer-le-decret-wallon-pour-plus-de-transparence-et-de-contrôle/>



Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? Partagez-les !



N'hésitez pas à nous contacter : info@saw-b.be ou 071 53 28 30

À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.

Rédaction : Joanne Clotuche Marx

Relecture : l'équipe de SAW-B

Illustration : Jordy_meow pour Unsplash